

# Macron se fout ouvertement de la gueule des agriculteurs : 416 euros mensuels sur 3 ans... pour investir !!!

écrit par Marcher sur des oeufs | 4 avril 2017



## John Deere 6430

38 000 €

2010 - 4 000 h - 125 ch - 4 RM - semi-powershift - 13.6R28 - 15% - 16.9R38 - 15% - cabine suspendue - pont avant suspendu - climatisation - Occasion - très bon état - Tracteur agricole

France - Ramonville-Saint-Agne ( 31 - Midi Pyrénées )



## Claas TRACTEUR ARION 520 CIS

56 000 €

2014 - 1 600 h - 120 ch - 4 RM - semi-powershift - 14.9.28 - 50% - 18.4.38 - 50% - climatisation - A3402033 - Occasion - très bon état - Tracteur agricole

France - PONTIVY ( 56 - Bretagne )



## Pont avant John deere

John Deere - Occasion - très bon état - Pièces occasions pont avant John Deere Serie 6000/6010/6020/6030/6R/7R Envoyer toutes vos demandes à ltp@chlebrun.fr... - Pièces détachées tracteur

France - AIRAN ( 14 - Basse Normandie )



## Case IH Magnum 315

85 000 €

2011 - 2 900 h - 315 ch - 4 RM - full-powershift - 600/70R30 - 70% - 650/85R38 - 70% - relevage avant - pont avant suspendu - climatisation - Occasion - bon état - Tracteur agricole

France - BRACHY ( 76 - Haute Normandie )



Qu'est-ce qu'on a comme matériel agricole à 15000 euros ?

Un tracteur ?

Tiens, en voila en occasion :



### John Deere 6430

38 000 €

2010 - 4 000 h - 125 ch - 4 RM - semi-powershift - 13.6R28 - 15% - 16.9R38 - 15% - cabine suspendue - pont avant suspendu - climatisation - Occasion - très bon état - Tracteur agricole

France - Ramonville-Saint-Agne ( 31 - Midi Pyrénées )



### Claas TRACTEUR ARION 520 CIS

56 000 €

2014 - 1 600 h - 120 ch - 4 RM - semi-powershift - 14.9.28 - 50% - 18.4.38 - 50% - climatisation - A3402033 - Occasion - très bon état - Tracteur agricole

France - PONTIVY ( 56 - Bretagne )



### Pont avant John deere

John Deere - Occasion - très bon état - Pièces occasions pont avant John Deere Serie 6000/6010/6020/6030/6R/7R Envoyer toutes vos demandes à ltp@chlebrun.fr... - Pièces détachées tracteur

France - AIRAN ( 14 - Basse Normandie )



### Case IH Magnum 315

85 000 €

2011 - 2 900 h - 315 ch - 4 RM - full-powershift - 600/70R30 - 70% - 650/85R38 - 70% - relevage avant - pont avant suspendu - climatisation - Occasion - bon état - Tracteur agricole

France - BRACHY ( 76 - Haute Normandie )



Une trayeuse robotisée ? 400000 dollars

<http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/625234/roboloee-saint-hyac-inthe-exposition-agricole>

Bref, Macron va continuer l'oeuvre des élites mondialisées, faire disparaître corps et biens nos petites exploitations et ceux qui en vivent, développer agriculture et élevage intensif et contribuer ainsi à la mauvaise santé de nos enfants.

Faux « plan Marshall » et véritable tragédie : le vrai programme de Macron pour l'agriculture !

Communiqués / 3 avril 2017 / Étiquettes : Agriculture /

::

<http://www.frontnational.com/2017/04/faux-plan-marshall-et-veritable-tragedie-le-vrai-programme-de-macron-pour-lagriculture/>

Devant le congrès de la FNSEA à Brest jeudi dernier, M. Macron a promis un « plan Marshall » pour l'agriculture et il a conclu son intervention par l'annonce d'un « Grenelle » de l'alimentation. Il reprend là une promesse de M. Sarkozy lors de la primaire, avec ce même vocabulaire grandiloquent qui aligne les promesses aussi creuses que pompeuses à base de « Grenelle » et de « plan Marshall ». Ces grands mots cachent de moins en moins bien l'indigence dramatique de ces soi-disant plans d'aide.

Car, concrètement, M. Macron n'a aucune intention de sortir du carcan des règles européennes. Cela signifie que son « plan Marshall » ne peut être qu'un saupoudrage, comme l'ont été tous les plans d'aide de tous les ministres de l'Agriculture depuis des lustres. En effet, il n'y a qu'un seul type d'aide que la France a le droit de verser aux agriculteurs sans avoir à demander l'autorisation à la Commission européenne : ce sont les aides de minimis.

Premier problème : le montant maximal de ces aides est ridiculement faible par rapport aux besoins. En effet, elles ne peuvent dépasser 15 000 euros par exploitation, sur trois ans ! Les difficultés extrêmes des exploitations agricoles sont liées à des problèmes structurels dans la filière agricole qui ne risquent pas de trouver une solution avec des sommes aussi limitées.

De plus, les conditions d'attribution sont très strictes : ces aides ne peuvent pas être déterminées en fonction du prix ou de la quantité de produits mis sur le marché, ni conditionnées à l'utilisation de produits nationaux au détriment de produits d'autres États membres, et elles ne peuvent être ni des aides à l'exportation ni des aides en faveur des entreprises en difficulté sous forme de prêts ou de garanties. Elles doivent être des aides à l'investissement. Or, n'importe quel investissement sérieux dans une exploitation agricole est largement supérieur à 15 000 euros sur trois ans (par exemple, il faut au minimum 100 000 euros pour moderniser une salle de traite). Cela veut dire que M. Macron encourage des agriculteurs déjà endettés et en grande difficulté financière à aggraver encore davantage leur dette pour pouvoir correspondre aux critères de son plan et toucher une toute petite partie de la somme engagée pour les travaux.

Il est donc évident que ce plan sera un échec, comme ses prédécesseurs. Peu

d'exploitations avaient eu recours au dispositif exactement semblable mis en place par M. Valls, il en serait de même pour celui de son hologramme M. Macron.

Pour sauver l'agriculture française, il faut une ambition réelle de l'État, qui passe nécessairement par le refus de se soumettre aux règles de l'Union européenne. Il faut pouvoir privilégier les exploitations françaises en France et les protéger de la concurrence déloyale d'une agriculture industrielle étrangère qui ne respecte pas nos normes et dont les produits sont de moins bonne qualité nutritive et gustative. Seule Marine Le Pen propose de mettre un point final à la politique agricole commune, désormais en échec absolu, pour la transformer en politique agricole française afin que la France puisse déterminer les critères d'attribution des aides avec justice et selon les besoins réels. Ce n'est qu'ainsi que notre pays aura à nouveau une véritable politique agricole qui permettra à nos exploitants de développer l'agriculture de l'avenir : prospère, de qualité, respectueuse de l'environnement, du bien-être animal et de la santé humaine.